

Communiqué de Presse

Pot des Présidents 2021 :

Conférence de Presse commune de la Fédération des Artisans et de la Chambre des Métiers

Viser un triple A pour la productivité des entreprises

Est-ce que les entrepreneurs et les entreprises sont-ils toujours les bienvenus au Luxembourg ? C'est la question centrale que Tom Oberweis et Michel Reckinger, en tant que présidents de la Chambre des Métiers et de la Fédération des Artisans, ont exploré à l'occasion de la « réception » du Nouvel An des organisations artisanales.

En raison des restrictions en vigueur, les présidents se sont adressés via visio-conférence aux entreprises membres et aux invités du monde politique et économique.

La crise du Coronavirus a amené de nombreuses entreprises au bord de leur résistance. En même temps, il est devenu apparent que les indépendants et les entrepreneurs sont loin de bénéficier de la même protection sociale que les salariés. C'est pour cela que les présidents ont lancé un appel au gouvernement pour qu'on accorde également aux indépendants un salaire de remplacement, comme c'est déjà le cas pour les salariés avec le chômage partiel.

Une société à trois classes

Alors que les employés du secteur public ont été dispensés de travailler tout en maintenant l'intégralité de leur salaire, les employés du secteur privé ont dû se contenter de 80 % de leur salaire pendant les phases de chômage partiel. Les indépendants, qui cotisent aussi à la sécurité sociale, se sont retrouvés sans le moindre revenu. Cette société à trois classes, au détriment des indépendants, n'est plus acceptable, soulignent les présidents. L'artisanat exige la mise en place d'un véritable statut unique, où tous les assurés, qui se retrouvent dans la même situation, seraient traités sur un pied d'égalité.

Les aides publiques sont importantes mais tout à fait insuffisantes. Comme celles-ci sont liées à toute une série de conditions d'éligibilité, de nombreuses entreprises seraient passées à travers les mailles du filet, même si elles ont subi de lourdes pertes.

Quelle politique industrielle ?

Alors que la politique a des idées très claires sur le niveau des salaires et des prestations sociales, il est beaucoup moins clair par quelle politique industrielle le gouvernement entend développer l'économie ce qui est pourtant nécessaire pour maintenir notre train de vie. En tant qu'entrepreneur, on n'a pas le sentiment d'être particulièrement bienvenu au Luxembourg. Les

entreprises sont souvent considérées sous l'aspect des nuisances alors que leurs contributions au bien public sont ignorées. Il serait donc urgent de mener une politique industrielle et économique cohérente avec un cadre d'autorisation clair, fiable et compréhensible.

L'Europe est à la traîne en termes de productivité

En ce qui concerne la productivité des entreprises au niveau européen, les PME luxembourgeoises se placent en queue de peloton. Une des raisons est que les PME éprouvent de plus en plus de mal à organiser leur travail. Si la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale est en constante évolution, le gouvernement n'a pas accordé aux entreprises les moyens nécessaires pour s'adapter à ces évolutions. Dans de nombreuses entreprises, l'organisation du travail est devenue un véritable défi. La charge administrative aussi ne cesse d'augmenter ce qui est fortement préjudiciable à la productivité. Compte tenu de la situation difficile, le gouvernement devrait maintenant prioritairement prendre des mesures pour soutenir la productivité des entreprises. Si on veut garder un triple A pour nos finances, un triple A pour nos prestations sociales, il faudra aussi viser forcément un triple A au niveau de la productivité des entreprises, soulignent les organisations artisanales.

Logement : une politique cohérente fait défaut

Alors que la question du logement figure en bonne place sur la liste des priorités des citoyens, le gouvernement peine à mettre en place une politique du logement cohérente qui simplifierait et accélérerait la création de logements. La hausse des prix exerce une forte pression sur les salaires. De l'avis des organisations artisanales, cela dégrade la compétitivité de l'économie sans pour autant solutionner le problème du logement. Le gouvernement continue à miser quasi exclusivement sur les promoteurs publics alors qu'il devrait simplifier l'environnement administratif et impliquer davantage les promoteurs privés afin d'obtenir des résultats tangibles dans ce domaine.

Politique énergétique : le secteur de l'artisanat est un partenaire solide

Le secteur de l'artisanat soutient la politique climatique du gouvernement. Par le biais de ses entreprises, le secteur de l'artisanat joue un rôle clé dans la mise en œuvre des objectifs « climat ». Depuis quelques années, la formation et la formation continue dans les professions concernées sont systématiquement orientées vers les nouvelles technologies, de sorte que le secteur de l'artisanat luxembourgeois est idéalement placé pour relever ces défis.

Le dialogue social : Des concessions au lieu d'un débat à sens unique

Le dialogue social permet de dégager des solutions communes, avant tout au sein des entreprises, car les employeurs et les employés ont conscience des spécificités de l'entreprise et ont généralement une perspective commune sur les problèmes existants.

Au niveau national, cette vision partagée des choses fait souvent défaut. De l'avis des organisations artisanales, le dialogue social devrait dégager des solutions « win-win » qui sont aussi bien dans l'intérêt des entreprises que dans l'intérêt des salariés. Pour ce faire, chaque partie prenante devrait accepter des compromis au lieu de se contenter de poser des revendications.

Le gouvernement doit enfin agir pour augmenter la productivité des entreprises

Les entreprises sont exposées à une énorme pression en raison de la pandémie. L'artisanat demande donc que, pour le reste de la législature, la relance de l'économie, la productivité des entreprises et la sauvegarde des emplois figurent en tête des priorités du gouvernement.

En résumé :

- Ouverture du chômage partiel ou salaire de remplacement pour les indépendants.
- Une politique industrielle cohérente avec un cadre compréhensible et fiable pour toutes les entreprises.
- Triple A pour la productivité : accent clair sur le renforcement des entreprises et de leur productivité pendant le reste de la période législative.
- Inclure les promoteurs privés dans la politique du logement et simplifier les procédures.
- Les entreprises font partie de la solution dans la transition énergétique. C'est pourquoi elles doivent être soutenues dans le cadre d'un pacte climatique pour les petites et moyennes entreprises.
- Le dialogue social ne fonctionne que si des situations gagnant-gagnant sont réalisées.

Luxembourg, le 19 janvier 2021

Communiqué par la Fédération des Artisans et la Chambre des Métiers

Chambre des Métiers	Fédération des Artisans
Hanna MEYER Chef de Service Service COM, MKT & RP 2, Circuit de la Foire Internationale L-1347 Luxembourg Tél.: +352 42 67 67 - 293 E-mail: hanna.meyer@cdm.lu www.cdm.lu	Christian Reuter Secrétaire général adjoint 2, Circuit de la Foire Internationale L-1347 Luxembourg Tél.: +352 42 45 11 - 28 E-mail: c.reuter@fda.lu www.fda.lu